

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

A l'heure du consensus

L'affaire du budget

C'EST la deuxième fois depuis le début de la cinquième République que le premier ministre doit engager la responsabilité de son gouvernement pour faire voter le budget. Cela parce qu'il ne dispose pas de la majorité nécessaire. Le RPR, le plus important groupe de la majorité à l'Assemblée nationale, refuse de voter le budget. Les chiraquiens ont prétexté, pour justifier leur attitude, des deux milliards d'économie que le gouvernement refuse de faire sur le budget de fonctionnement de l'État (2 milliards sur un total de 525).

Cet épisode du débat budgétaire marque un aiguïsement des contradictions au sein de la majorité et un changement dans l'attitude du RPR. Auparavant, Chirac vociférait contre le gouvernement tandis que ses députés votaient comme un seul homme pour soutenir le gouvernement. Tactique qui a fait perdre du crédit au RPR. Maintenant les chiraquiens font des propositions et s'y tiennent, ainsi les deux milliards de francs d'économie. Mais ils ne vont pas jusqu'à voter la motion de censure et la dissolution du Parlement « pour ne pas, disent-ils, provoquer de crise de régime ». Ils n'ont peut-être pas envie de se retrouver maintenant devant les électeurs, n'étant pas sûrs de renouveler leur score électoral de mars 1978.

Il s'agit pour eux de se démarquer au maximum d'un gouvernement caractérisé par sa politique d'austérité, de sacrifices et de chômage. Il s'agit pour Chirac de faire oublier qu'il a été pendant longtemps sous Pompidou, puis sous Giscard, un des artisans de la politique des monopoles. Dans la perspective de 1981, il a aussi intérêt à apparaître non seulement comme différent de Giscard mais aussi comme un homme d'État sérieux.

L'affaire du budget au Parlement vient après l'affaire des diamants et l'affaire Boulin ; renforcer la crise qui secoue la majorité.

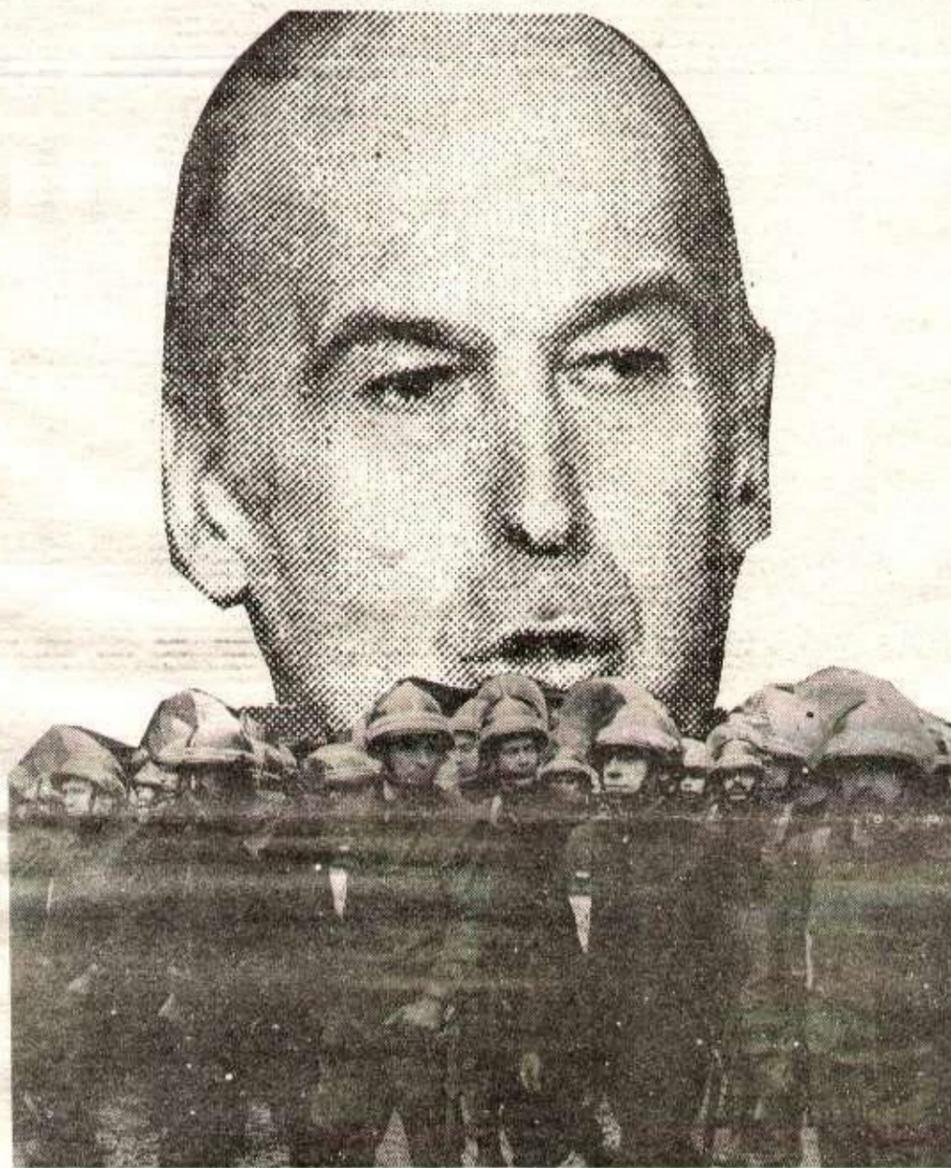
Tandis que Barre ferrailait au Parlement, Giscard se promenait dans le Sud-Ouest à la recherche du dialogue. Si le RPR se perd dans les procédures parlementaires, monsieur le Président, lui, fait dans le constructif. Il consulte tous les élus du Grand-Sud-Ouest pour préparer son plan, sans oublier les élus socialistes, bien sûr !

Le voilà qui se rend même sur place pour dialoguer avec tous les responsables. Il ne daigne même pas répondre aux basses attaques dont il est l'objet avec les diamants et l'affaire Boulin. Lui, compromis ? Vous n'y pensez pas, c'est un rassembleur, un artisan du consensus !

Ce consensus, il en a besoin pour la recherche éventuelle d'une nouvelle majorité. Il est trop tôt pour dire si ses ouvertures en direction du PS dans le Grand-Sud-Ouest ont été payées de succès.

Il en a besoin surtout pour faire appliquer la politique d'austérité, de restructuration et de licenciements. Politique inscrite dans le plan du Grand-Sud-Ouest avec la liquidation des petits paysans, mais surtout dans le 8e plan et dans le budget voté à l'assemblée. Et de cela il n'en fut guère fait état dans le débat.

Léon CLADEL



- Alsthom - Saint - Ouen, Dassault-Argenteuil évacués par les flics.

- Manifestation à Toulouse, Mazamet, Foix, Rodez, Villefranche matraquées par les CRS.

(Voir nos articles sur l'Alsthom et sur le Sud-Ouest en pages 3 et 4).

«Nice-Matin» à l'heure de l'informatique policier

L'AFFRONTEMENT qui se déroule à Nice-Matin entre les quatre-vingts clavistes du quotidien et la direction revêt un caractère exemplaire en raison du problème soulevé : l'utilisation de l'informatique au sein de l'entreprise et les répercussions sur les conditions de travail et les libertés des ouvriers, cela au moment où le patronat vante la révolution télématique et prépare son introduction massive dans de nombreuses branches d'administration et d'industrie.

Lorsque Nice-matin emménage, il y a quelques mois, dans ses nouveaux locaux de la plaine du Var, les travailleurs ne vont pas seulement retrouver des bureaux design. La direction a, en effet, mis en place tout un réseau informatisé avec lequel elle compte contrôler le personnel et briser le syndicat CGT. La première manche se déroule il y a un mois, l'ordinateur permettant d'enregistrer les numéros et sans doute les conversations téléphoniques. André Baudin, journaliste et militant CGT, est sommé de donner le nom de ses interlocuteurs téléphoniques. Comme il refuse, Bavastro, le PDG, engage une procédure de licenciement contre lui. L'ensemble du personnel

réagit et la procédure est annulée. Le syndicat CGT du livre a depuis longtemps fait connaître ses revendications : la garantie de l'emploi et des ressources pour tout le personnel, la réintégration du personnel abusivement licencié, pour les clavistes, cinq jours de travail au lieu de six, pour les rotativistes, un jour de repos supplémentaire, le point de choc concerne le contrôle individuel informatique des clavistes. En effet, chaque claviste doit noter en tête de son travail son numéro d'identification pour que son rendement puisse être contrôlé. Depuis trois semaines, les clavistes refusent l'inscription de ce numéro en tête de leur copie. Or, lundi 2 novembre, ils reçoivent la visite d'un huissier mandaté par Monsieur Bavastro et chargé de constater leur refus. Les chefs de service bloquent la distribution de la copie, démontrant que la décision était prise à l'avance de ne pas laisser paraître le journal.

Les travailleurs espéraient que devant cette situation, la discussion pourrait s'engager avec la direction qui, depuis de nombreux mois, faisait la sourde oreille aux revendications. Leurs propositions se résumaient à : si nous remettons le numéro, que propose la direction ? La réponse fut sans

ambiguïté.

- Reprenez le travail dans des conditions « normales » (comme l'entend la direction) en échange, nous ne vous proposons rien. Le PDG fait alors afficher une note déclarant en chômage le personnel technique. Devant cette situation, les travailleurs tentent alors de briser le mur du silence que Bavastro ; par ses appuis

dans les milieux de la presse et de la classe politique, tente de dresser autour de cette affaire. Ils s'adressent à la préfecture, aux groupes parlementaires, à la Ligue des droits de l'homme leur demandant d'intervenir, attendu que le problème posé dépasse largement le cadre de l'entreprise.

Correspondant Nice.

LA VERITE SUR LE TRAVAIL A NICE MATIN

M. Bavastro a fait diffuser abondamment à travers la ville de nombreux tracts où il énumère les avantages dont jouissent les clavistes et ils sont réels. Mais à partir de là, M. Bavastro prétend faire conclure que tout mouvement revendicatif relève de la machination politique. En fait, il s'agit d'un travail hautement qualifié effectué la nuit avec un seul jour de repos pour sept jours de travail. Un week-end toutes les sept semaines, sans jour férié. Aucun sauf le 1er Mai. Au personnel servant la nouvelle rotative est imposé, miracle de la technique, un rythme double de celui de l'ancienne et un bruit bien au-delà du seuil admis par la législation. Il y a une détérioration des conditions de travail des ouvriers. Les ouvriers de Nice-Matin accomplissent la durée de travail la plus longue dans toute la presse quotidienne.

Trente-six heures en six fois six heures. Il est bon de rappeler en outre que les employés de presse ne bénéficient pas, eux, de la même garantie de l'emploi et des mêmes salaires. M. Bavastro se garde bien de dire qu'ils sont nombreux à ne gagner que 2 500 F par mois.

CONFERENCE SUR LE ZIMBABWE

Le but du Front patriotique : traduire politiquement dans les élections sa victoire militaire

A Londres, la semaine dernière, le Front patriotique, mouvement de libération du Zimbabwe, est parvenu à un accord avec le gouvernement britannique sur la question de la période de transition avant des élections pour l'indépendance du Zimbabwe. Il y a donc deux accords conclus oralement sur la Constitution et sur la période de transition. Cette semaine s'ouvre une nouvelle série de négociations, très serrées, sur l'organisation du cessez-le-feu. De toute façon le front ne signera effectivement qu'un accord global portant sur les différents points discutés.

BEAUCOUP de commentaires font état de reculs et de concessions de la part du Front patriotique. Il faut tirer un premier bilan de ces négociations : dans la première partie de la conférence, le Front a fait reconnaître la nécessité de procéder à de nouvelles élections. De ce fait, les élections d'avril organisées par le régime de Salisbury étaient disqualifiées. Dans la constitution, il a éliminé nombre de privilèges que les Britanniques voulaient faire attribuer aux colons. Il a, par la même occasion, obtenu la disparition politique de Smith qui a cessé depuis plusieurs semaines de participer à la conférence.

Au cours de la deuxième phase de la conférence, il a obtenu la présence d'une force internationale qui contrôle le déroulement des élections. Et surtout, points décisifs, alors qu'une rupture sem-

blait imminente, le Front a imposé dans le texte du deuxième accord la mention du rôle des forces de libération, reconnues comme Forces légales. Ce qui signifie que la guérilla ne sera pas désarmée et qu'en cas de violation du cessez-le-feu par les racistes, elle sera prête à se défendre.

LE FRONT DOIT GAGNER LES ELECTIONS

Cependant le mouvement de libération a fait d'importants compromis par rapport à leurs positions du départ : dans la constitution, un nombre de sièges déterminé est attribué aux Blancs. Pendant la période de transition, le pouvoir attribué au gouvernement britannique est très important. Le rôle de la force internationale reste assez mal déterminé. Mais si le

Front a fait ces compromis, ce n'est pas par faiblesse, mais bien pour participer à des élections et pouvoir traduire par un vote les fruits de sa victoire militaire sur le régime raciste et de son audience politique dans le peuple du Zimbabwe. Le Front estime pouvoir gagner les élections avec plus de 60% des voix, pour autant qu'elles soient organisées avec un minimum de garanties (d'où l'importance du rôle des observateurs internationaux).

En effet, le mouvement de libération contrôle militairement toutes les zones rurales et a mis en place sur la plus grande partie du territoire des organisations de masse et une administration populaire. De plus, au niveau international, le Front jouit d'un soutien croissant, notamment à l'OUA, à l'ONU dans le mouvement des non-

alignés et dans le Commonwealth.

LES MENACES DE L'AFRIQUE DU SUD

S'il venait au pouvoir par les élections, il est évident que le Front serait confronté probablement à une agression de l'Afrique du Sud qui développe déjà actuellement des opérations conjointes avec l'armée rhodésienne. Mais en ayant démontré sa légitimité grâce aux élections, il serait plus à même de tenir tête à l'Afrique du Sud.

Pour le moment, les négociations sur le cessez-le-feu s'avèrent très serrées. Walls, chef de l'armée rhodésienne vient déjà de contester l'interprétation du texte donnant à la guérilla un « statut » légal. Deux points importants apparaissent au cours de cette troisième phase :

- 1) Les points de regroupement des forces armées (les racistes étant dans leurs casernes alors que la guérilla est dans tout le pays) ;
- 2) La nature, les effectifs et le rôle de la force internationale ; les Britanniques veulent limiter son rôle et font appel aux Australiens, aux Néo-Zélandais et aux Fidjiens, prétendant que des troupes africaines seraient « partiales » ! De plus, le Front exige pour la campagne électorale davantage que les deux mois proposés par la Grande-Bretagne.

Jean-Pierre CHAMPAGNY

CAMBODGE

Hanoï rejette la condamnation de l'ONU

LA conférence mondiale de Stockholm sur le Cambodge s'est tenue samedi et dimanche derniers alors qu'à l'ONU, une condamnation énergique de l'invasion vietnamienne avait été votée par 91 pays. Dans une déclaration publiée le 15 novembre, le gouvernement de Hanoï a totalement refusé de prendre en compte cette résolution qu'il a qualifiée de « nulle et non avenue », d'« irraisonnable et d'illégal », disant qu'elle « constitue une ingérence dans les affaires intérieures du peuple cambodgien ». Il est probable qu'une attitude aussi arrogante face à une décision de l'ONU votée à une large majorité, contribuera à accroître l'isolement des dirigeants vietnamiens.

Le prince Sihanouk, qui doit se rendre à Paris la semaine prochaine, a révélé que le premier ministre vietnamien lui avait renvoyé une série de lettres dans laquelle il proposait à Hanoï une solution négociée. Sihanouk a déclaré : « Il apparaît clairement que le Vietnam rejette définitivement toute solution pacifique et n'accepte que l'épreuve de force ». Il a réaffirmé son soutien à la résistance armée contre l'invasion.

DESEQUILIBRE

Déclarations de Haig sur la défense de l'Europe

SAMEDI, au cours d'un colloque organisé par le Figaro sur le thème « Sécurité européenne et stratégie soviétique », le général Haig, ancien responsable de l'OTAN a insisté sur les dangers d'un conflit en Europe : « Les années 1980 seront les plus dangereuses depuis la fin de la guerre mondiale... Il faut admettre que les Soviétiques veulent non pas assurer un équilibre des forces de destruction mais optimiser leurs forces de façon à s'assurer la victoire ».

Il a incité les gouvernements européens à renforcer leurs liens militaires avec les USA présentant cela comme la seule possibilité d'assurer leur défense. En même temps, Haig, en critiquant la politique extérieure de Carter, notamment la signature des Salt, prend date pour la campagne électorale des présidentielles où il pourrait être candidat du parti républicain.

CISJORDANIE

La solidarité se développe autour du maire de Naplouse

JEUDI 22 novembre, la cour suprême israélienne donnera sans doute son avis sur le décret d'expulsion frappant Bassam Chaka, maire de Naplouse. La grève générale qui s'est étendue ce week-end est la réponse donnée à la décision des sionistes. Les maires de Cisjordanie et du territoire de Gaza, des notables — y compris dans des villages très reculés — ont transmis leur démission aux autorités militaires. Ils font preuve d'une réprobation unanime et d'une solidarité jusqu'alors jamais vue.

Selon les maires démissionnaires « personne n'acceptera de collaborer » avec l'occupant sioniste ; et samedi, ils commencent une grève de la faim.

La politique sioniste dans les territoires occupés depuis 1967, c'est la confiscation des terres et l'intensification du programme de colonisation. Les sionistes ont d'ailleurs annoncé le 15 novembre un nouveau plan d'implantation qui prévoit entre autres la création de 19 nouvelles colonies.

Devant la gravité de la situation en territoire palestinien occupé, le 16 novembre l'Assemblée générale de l'ONU (à l'unanimité moins une abstention) a demandé à Israël de surseoir à la mesure d'expulsion de Bassam Chaka. La résolution demande au secrétaire général de l'ONU de faire un rapport à l'assemblée pour la mise en application de ce texte.

BOLIVIE

LA situation est encore incertaine 20 jours après le renversement du président Walter Guevara. Une solution semblerait s'amorcer, si-toutefois A.N. Busch, le chef des putschistes, renonce effectivement au pouvoir qui lui est contesté par la quasi totalité des partis, de la grande centrale ouvrière COB et de l'église. Selon l'AFP, Mme Lidia Gueiler aurait été nommée, le 16 novembre, présidente de la République par intérim, jusqu'au 8 août 1980. C'est au mois de mai 1980 que devrait avoir lieu la nouvelle élection présidentielle.

Selon l'Assemblée permanente des droits de l'homme, il y aurait eu pendant ces seize jours : 204 morts, 210 disparus et 110 blessés.

Si le colonel Busch renonce effectivement à s'accrocher au pouvoir, cela sanctionnera une défaite des forces armées (qui auront montré leurs divisions) et un certain succès des forces populaires. Le processus de démocratisation, entamé l'an dernier, pourrait reprendre son cours.

POLOGNE

AVANT et après les manifestations du 11 novembre, pour exiger l'indépendance de la Pologne, environ 120 personnes ont été arrêtées. D'après les milieux de l'opposition, appelés dissidents, elles auraient toutes été libérées. Par contre, la police a perquisitionné le domicile de Kazimierz Switon, animateur du Comité pour la création de syndicats libres. Elle recherchait des tracts qu'il aurait distribués. Dans ses tracts, les autorités polonaises étaient accusées de négligence dans les catastrophes minières de Silésie de ces jours derniers, qui ont coûtées la vie à 62 mineurs. Swinton et dix autres personnes ont été arrêtées.

GRANDE-BRETAGNE

Un espion « distingué »

ET un de plus pourrait-on dire ! C'est le premier ministre britannique, Mme Thatcher qui a révélé l'identité d'un espion au service de l'URSS. Celui-ci, Anthony Blunt, avait espionné pour le compte de l'URSS de 1940 à 1945 et fait partie du célèbre réseau d'espionnage Burgess-Mc Lean-Philby démasqué en 1951. Tous les trois avaient pu passer à l'Est à temps.

A partir de 1951, Blunt, suspect, dont on connaissait les liens avec Burgess, est interrogé onze fois sans succès.

Blunt est considéré comme un éminent historien de l'art. Pendant 27 ans, jusqu'à son départ en retraite fin 1978, il a été conservateur des peintures royales. Il était conseiller artistique de la Reine depuis 1945 !

C'est en 1964 qu'il avoue, auprès du secrétaire privé de la reine ses activités d'espionnage. Les services spéciaux, dans l'objectif de l'utiliser, lui accordent l'immunité et il conserve toujours ses fonctions !

Apparemment, c'est l'opposition travailliste qui aurait contraint Mme Thatcher (conservateurs) à faire ses révélations. Pourquoi 15 ans de silence ? Il y a sans doute plus d'un gros bonnet qui a trempé ses pattes sales là-dedans. Sa « majesté » aussi ? En tout cas, les conservateurs semblent particulièrement visés, ainsi que le système rétrograde de la monarchie qui risque de prendre du plomb dans l'aile.

Ça promet de charmantes empoignades sur ce beau tas de fumier où les espions peuvent patauger en paix ! Blunt demeure introuvable !

LE PLAN DU GRAND SUD-OUEST DEVOILE PAR GISCARD A MAZAMET

Puissantes manifestations populaires contre Giscard

ALORS que Giscard sillonnait en hélicoptère la région pour vanter les mérites de son plan « Grand Sud-Ouest », à la recherche du consensus, de Foy à Rodez, de Toulouse à Mazamet en passant par Villefranche, partout les travailleurs lui ont crié leur opposition à sa politique anti-populaire. 600 à Foy et à Rodez, 300 à Villefranche, de puissantes manifestations populaires ont proclamé la volonté de tous de travailler et de vivre au pays.

20 000 A TOULOUSE

20 000 personnes dans la rue, décidées. C'est la plus grande manifestation à Toulouse depuis plus de deux ans, et sûrement la plus combative depuis longtemps. Le long cortège compact, animé, se pressait tout au long de la rue d'Alsace et du Capitole. Le verbe était haut, chaleureux, ardent sous une forêt de banderoles. Une forte démonstration qui réchauffait les cœurs après des mois d'atonie et de désespoir. En tête, celles de Garcin,

pleines de vivacité et de détermination pour s'opposer aux licenciements et au chômage. A la fin une cinquantaine de paysans autour de trois tracteurs piaffant, le clou du défilé.

Paysans trop peu nombreux, peut-être, mais une image et un symbole de l'unité ouvrière et paysanne prometteuse pour la lutte contre le plan Grand Sud-Ouest de Giscard.

Des manœuvres pourtant, celles des rivalités de la désunion de la gauche. Pour faire pièce à la présence massive, spectaculaire du PCF, le PS y est allé de son opération publicitaire, en tournant au niveau d'Esquirolle vers la préfecture, alors que la manifestation partait à l'opposé. Le PS allait au devant des CRS, bientôt suivi par les trotskystes. Manœuvre ou règlement de compte interne au PS avant que les Savary et compagnie discutent avec Giscard ?

A signaler une fin en quenouille : la CGT, à la fin dispersant à Esquirolle, la CFDT allant au Capitole, où elle est rejointe par le PS et les trotskystes... Là,

quelques drapeaux brûlés imbecilement amèneront une charge des CRS. Un incident monté en épingle par la réaction.

Quoi qu'il en soit, une belle journée de l'action populaire.

3 000 A MAZAMET

Au moment où Giscard discourait sur son plan Grand Sud-Ouest, face aux caméras nationales, devant les 3 000 invités venus de tous les départements de la région, maintenus à distance et ignorés par la télévision et la presse, 3 000 manifestants déterminés ont parcouru les rues de la ville. Une grande manifestation pour la petite ville du Tarn victime des licenciements dans la laine et le textile... Là aussi vivacité et combativité des participants, n'hésitant pas à se frotter au barrage casqué des CRS. Là encore une grossière manœuvre du PCF voulant prendre la tête du cortège syndical au départ. Mais là aussi, plus que le discours de Giscard, une manifestation qui fera date.

Voyage de haute sécurité

AUTREFOIS, un seigneur ne sortait pas sans son armure et les rois ne voyageaient pas sans escorte et équipage. Protection archaïque, dérisoire. A l'ère des lasers et de la micro-électronique, un président de la société « post-industrielle » ne se déplace pas, lui, sans dispositif de sécurité ultrasophistiqué au sein d'une véritable armée sur pied de guerre.

Les descentes de Giscard vers la France profonde sont très, très surveillées. Tout manifestant a pu se heurter, souvent la rage au cœur, sur ces innombrables et infranchissables cordons de gardes mobiles et de CRS armés et casqués ; chargés de tenir à distance les contestataires. On a pu voir également un flic tous les deux mètres le long de la rue d'Alsace ou un gendarme à chaque intersection des soixante kilomètres de

Toulouse à Mazamet. Mais cet énorme quadrillage policier, cette véritable occupation comme ces hélicoptères qui sillonnent le ciel, ne sont que la partie visible de l'iceberg.

Plusieurs jours auparavant, bars, dancings et hôtels avaient subi des contrôles répétés et poussés. Les patrouilles ont été redoublées... Sur le parcours du cortège présidentiel, tous les immeubles, appartements et administrations... ont été passés au peigne fin de fond en comble ; les pots de fleurs enlevés des fenêtres ; les toitures vérifiées. Interdiction faite aux habitants d'inviter du monde à la maison. Les véhicules laissés en stationnement ont été enlevés par des camions-grues. L'itinéraire a été minutieusement inspecté par une voiture du service de déminage. Les pompiers tenus en alerte en cas de sinistre et pour parer à tout éboulement ou affaissement de la chaussée, les services d'équipement sur le qui-vive

Même l'évasion d'un forcené de l'hôpital a été envisagée.

Pour le pire, un hélicoptère et une voiture de réanimation du SAMU ont suivi partout le président dans ses déplacements, président pour qui un lit était retenu au service de soins intensifs au CHU de Rangueil.

Non, vraiment rien n'a été laissé au hasard pour protéger la très précieuse personne du président. Les experts avaient rédigé un répertoire de 180 pages intégrant à coup d'ordinateur toutes les probabilités, des Carlos, Pavachol à... la tuile fatale tombée du toit. Pour la besogne, 1 400 policiers ont été mobilisés ainsi que des éléments de la 11e division de parachutistes.

Marx n'a-t-il pas enseigné qu'en se perfectionnant, l'Etat devenait de plus en plus étranger à la société ? L'Etat de la « démocratie avancée » de Giscard n'en donne-t-il pas une singulière démonstration ?

Correspondant Toulouse

Une aide sélective

Dans notre édition du jeudi 15 novembre, nous avons analysé pour nos lecteurs ce qui nous semblait être le contenu essentiel du « plan décennal du grand Sud-Ouest » et les buts poursuivis par Giscard lors de sa visite en Midi-Pyrénées. Nous livrons aujourd'hui nos premières réflexions après le discours de Giscard, devant ses ministres pressés, et un parterre de 3 000 notables triés sur le volet.

DANS un discours de plus d'une demi-heure, Giscard a « révélé » le contenu de son plan. Officiellement, il s'agit de préparer le Sud-Ouest, région agricole en retard, (deux fois plus de paysans qu'ailleurs) et sous-industrialisée, à l'élargissement de l'Europe à l'Espagne, à la Grèce et au Portugal, par un plan de dix ans. D'autre part, les trois régions constituant le grand Sud-Ouest (Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon) sont tenues en main et depuis longtemps par le Parti socialiste, au niveau des conseils régionaux notamment.

Nous l'avons montré, en proposant son plan de développement du grand Sud-Ouest, le gouvernement réalise une opération à deux volets, d'une part, une reconversion, une restructuration typiquement capitaliste de l'industrie et de l'agriculture, ce que Giscard a exprimé en disant que le Sud-Ouest deviendra « un modèle européen de nouvelle croissance économique ».

D'autre part, une opération politique pour, à la fois, récupérer des voix pour les élections de 1981, et surtout faire un travail d'approche en direction d'une partie du Parti socialiste en vue de la formation d'une nouvelle majorité centriste.

LE PLAN GISCARD...

En 1979, le gouvernement a alloué deux milliards de francs aux trois régions, et ceci globalement (c'est-à-dire crédits versés aux organismes régionaux, aux entreprises, à l'éducation, à la construction de routes, etc.), le plan Giscard prévoit d'y ajouter un milliard pour 1980. Cette opération se renouvelant chaque année jusqu'en 1984. Soit donc cinq milliards de nouveaux francs sur cinq ans pour le grand Sud-Ouest (dix-huit départements). Certes, cela peut paraître important, puisque cela représente 50% de dépenses de plus pour l'Etat, mais outre le fait de voir leur destination, il faut se rendre compte que le milliard supplémentaire par an représente un peu plus de 50 millions par département soit le prix de la construction de deux à trois beaux CES pour chacun d'eux !

Mais revenons à l'affectation de ces crédits gouvernementaux : nous annonçons jeudi dernier la création sur dix ans de quelques milliers d'emplois seulement pour tout le Sud-Ouest, ce n'est pas Giscard qui nous a contredits à Mazamet. Il a, certes, annoncé un fait concret nouveau, c'est l'implantation

d'une usine japonaise de fabrication de cassettes à Bayonne amenant 300 emplois. (Or, il y a deux jours, on apprenait le licenciement de 101 travailleurs de l'usine Formica dans l'Aude entre autres !). Mais il a surtout annoncé que l'aide du plan irait aux entreprises « suffisamment dynamiques », et lorsqu'on regarde les lignes force du plan proposé au niveau industriel, on trouve deux gros monopoles : Elf-Aquitaine et EDF.

Elf-Aquitaine qui sera chargé d'explorer à fond la région pour le pétrole (?) et d'autre part, d'investir dans l'industrialisation de la région.

EDF pour l'énergie hydraulique, mais surtout l'implantation réaffirmée avec force par Giscard, des usines nucléaires de Golfech et de Blaye et la décision d'en construire deux de plus dans notre région ! Sont annoncés aussi des salons (salon « techniques du futur », salon « créations d'entreprises »), la création d'organismes financiers pour drainer l'épargne locale et la réinvestir dans la région... Des aides pour la reconversion du bassin d'Alès, de Decazeville, de Carmaux... Toutes initiatives qui favoriseront la reconversion des industries locales, leur adaptation à la concurrence européenne et mondiale, la disparition des « canards boiteux » (Voir Carcel à Toulouse : 500 licenciements dans le textile, dont Giscard n'a d'ailleurs pas parlé !) et donc à terme, de nouveaux licenciements...

A propos des problèmes de la paysannerie, Giscard ne s'est pas trop étendu et pour cause ! Ou bien il a parlé à mots couverts. Certes, il annonce des travaux pour l'irrigation (250 000 ha prévus en dix ans, l'aide à l'Office nationale des vins de table dont le rôle est finalement d'éliminer les petits viticulteurs incapables de tenir financièrement pour passer aux cépages de qualité. Mais surtout, est annoncée la création d'une filière associant coopératives de producteurs et négoce dont Méhaignerie, le ministre de l'a-

griculture, a donné une idée plus précise le 16 novembre à Toulouse quand il a dit : « Un blocage existe dans les industries agro-alimentaires de la région, il tient à l'insuffisance quantitative des productions agricoles régionales et plus encore à l'hétérogénéité qualitative de ces productions... Un effort est à faire pour analyser très finement les productions susceptibles d'être développées en vue de leur transformation, ainsi que pour monter au coup par coup des opérations de transformation associant des producteurs agricoles et les industriels ». En langage moins diplomatique, cela signifie : trop de petits paysans faisant de tout ! Rien de bon à attendre donc pour les petits paysans de notre région dans ce plan Giscard, à part la ruine.

Quant à l'opération politique que tente de réaliser Giscard en direction du Parti socialiste et de ses élus locaux, il est encore difficile de se prononcer. Certes, les multiples concertations à tous les niveaux qui ont précédé l'élaboration du plan Giscard (il dit que 10 000 personnes y ont participé !) et la visite de Giscard elle-même ont amené des contradictions certaines dans les rangs du PS, cela a pu se voir dans les attitudes différentes lors des manifestations.

Mais nous n'en connaissons pas encore la profondeur ni l'étendue. Nous nous garderons donc bien d'affirmer d'emblée comme le PCF localement que le plan grand Sud-Ouest, c'est le plan « Giscard-Savary ». (Savary est président du Conseil régional Midi-Pyrénées). Le 23 novembre, les trois présidents socialistes des conseils régionaux du Sud-Ouest se réuniront pour fixer leur jugement, nous l'analyserons dès que possible.

Enfin, si nous n'avons rien bien au contraire contre les mesures prises pour améliorer le réseau routier ou augmenter les crédits d'équipement scolaire, nous réaffirmons que les travailleurs des villes et des campagnes de notre région n'ont rien à attendre de bon du plan grand Sud-Ouest.

C'est par la lutte et seulement par la lutte que les travailleurs de notre région rendront vivant le mot d'ordre de « Vivre et travailler au pays » aujourd'hui, comme pour le socialisme de demain.

Correspondant Toulouse

IRAN

Prochaine libération de 13 otages

LES étudiants islamiques qui occupent depuis le 4 novembre l'Ambassade des USA à Téhéran ont annoncé la libération prochaine de 13 des 60 membres de l'ambassade. D'ores et déjà, deux noirs américains et une femme ont été libérés par les étudiants sur ordre de l'Ayatollah Khomeiny. Il s'agit de : Cathy Gross et des sergents Ladell Maples et William Quarels.

ALSTHOM-BELFORT

Renforcer l'unité



L'attente a repris à Belfort, après la rencontre, vendredi matin 16 novembre, de M. Salmon, le médiateur du gouvernement et M. Dufour, PDG de l'Alsthom-Belfort, et après son entretien vendredi après-midi avec l'intersyndicale. Dans un meeting, samedi à 9 h, les représentants des syndicats se sont estimés « assez satisfaits » de la discussion « facile et très directe », mais la CGT rajoutait qu'elle était « sans illusions » sur les possibilités du médiateur et la CFDT, que « il n'y aura pas de miracle sans la pression des travailleurs ». Mardi matin 20 novembre, la position du gouvernement sera connue, et l'intervention de la police n'est pas probable d'ici là, même si la tension reste très grande dans l'entreprise.

CINQUANTE — troisième jour de grève à l'Alsthom-Belfort. La situation y est bien différente des quelques trois semaines auparavant, lors de la deuxième journée ville-morte. On s'est, en quelque sorte, bon gré, mal gré, « installé dans le conflit ». Le mur du silence est brisé et la grève est devenue une affaire nationale aux yeux de tous. L'incroyable résistance patronale — alors — que tous les chiffres prouvent que l'Alsthom peut payer (voir encadré) — a montré aussi l'importance de l'enjeu.

UNE SOLIDARITÉ QUI S'ORGANISE

Dans l'entreprise, l'organisation des problèmes matériels des grévistes est prise en mains. Les collectes se multiplient et la solidarité continue à se développer. Ainsi, un spectacle du chanteur Renaud, mardi 13, a rapporté 5 000 F. Vendredi 16, une équipe de grévistes est allée à Peugeot-Sochaux et a rapporté plus de 4,5 millions de centimes. Déjà 2,7 millions le 17 octobre, malgré les pressions de la direction pour empêcher la collecte. La répartition est faite selon les critères des familles — et des célibataires — ayant les revenus les plus faibles.

L'Union départementale CFDT a lancé de son côté une opération « Une journée de salaire pour l'Alsthom en novembre » dans toutes les entreprises.

Dans les syndicats, on discute aussi pour élargir le soutien financier à d'autres régions, envoyer des équipes dans d'autres départements. « Mais les déplacements, ça coûte cher, alors il faut calculer », dit-on. Soutenir financièrement l'Alsthom, c'est aussi un soutien politique. Et la classe ouvrière resserre véritablement ses rangs autour de ces lutteurs d'avant-poste.

DES TENSIONS TRÈS VIVES

Depuis dès avant le vote du personnel qui a précédé

syndicale a commencé à multiplier ses appels à renforcer l'unité du mouvement. En effet, s'installer dans la grève pose aussi de façon beaucoup plus aigüe la question de sa direction, de sa direction la plus large possible, du fonctionnement de la démocratie.

Jusqu'à présent, la grève, dirigée par l'intersyndicale, se structurait autour des AG (tous les matins à 9 h), des meetings dans les moments forts et des votes aux moments-clé (comme le vote du 8 novembre). Par ailleurs, les sept équipes de piquets de grève aux sept portes, s'organisaient chacune

pour assurer le maintien de la surveillance. Et c'était dans les AG que se recrutaient les volontaires pour les actions de solidarité ou de popularisation.

Le prolongement de la grève, tout en faisant apparaître plus forte la volonté de gagner, a développé aussi les tensions et la lutte d'idées sur la façon de faire aboutir le conflit.

L'explosion du TGV (train à grande vitesse) jeudi a aiguisé encore la question sur la vigilance nécessaire à la circulation dans l'entreprise, et sur le type d'action à entreprendre. Alors que l'intersyndicale prenait fermement position contre l'opportunité du débordement de la manifestation jeudi 15 vers la préfecture et du léger affrontement avec les forces de l'ordre, les piquets de grève décidaient vendredi matin la création d'un comité d'action. Il a pour but particulier « l'organisation des actions, la prise de parole dans les meetings au nom des piquets, la participation active à l'intersyndicale ».

De leur côté, une équipe de travailleurs de l'Alsthom, qui ont créé depuis le 15 octobre une radio Alsthom (radio de lutte) ; se déclarent prêts à donner la parole à tous les travailleurs à condition de renforcer l'unité du conflit.

Car n'est-ce pas la première nécessité alors que l'entreprise est directement sous la menace de l'intervention policière ? Repréant les appels lancés par Louis Lacaille (CGT), madame Moskowitz-Marin (déléguee CFDT), au nom de l'intersyndicale, vendredi, a répété : « Il faut continuer à prendre en charge massivement le conflit et à maintenir la lutte dans l'unité ».

la nomination du médiateur, jeudi 8 novembre, l'inter-

En lisant le bilan de l'entreprise, on découvre :

— Total des provisions et réserves accumulées : 155 milliards 169 millions. Un poste particulièrement important : (La provision pour pertes et charges est de 108 milliards 546 millions). C'est une véritable « cagnotte » que la direction gonfle chaque année pour ne pas faire apparaître un bénéfice trop important.

C'est une cagnotte qui n'est pas beaucoup utilisée car des assurances couvrent des incidents techniques qui peuvent se produire.

— Le 13e mois peut être payé : En utilisant seulement 1,56 % de cette cagnote de 108 milliards 546 millions, le 13e mois pourrait être versé à tout le personnel de Belfort.

Il ne faudrait que consacrer 1 milliard 700 millions.

Ce ne serait que justice que le personnel des autres usines qui n'a pas encore le 13e mois l'obtienne aussi. Nous avons calculé que pour tout le personnel, y compris celui de Belfort, il ne faudrait prélever de la cagnotte que 2,66 %.

— Une augmentation sérieuse des salaires est possible — sans gêner la marche de l'entreprise :

En n'utilisant qu'une petite partie de la cagnote de 108 milliards, en laissant de côté tous les autres profits accumulés, il est possible d'augmenter fortement le personnel de Belfort, en particulier les bas salaires :

— 1 % d'augmentation ne représente que 500 millions d'A. F. de ce trésor mis en réserve par la direction.

Le personnel de Belfort sous-classé, sous-payé, appauvri, ne réclame que son dû et le respect de sa dignité.

L'Alsthom a les moyens de payer. Les chiffres ci-dessus le prouvent. Ce que nous demandons ne met pas en péril l'entreprise. Ce sont des revendications raisonnables et justifiées.



Belfort : l'occupation continue... Toujours la même détermination.

ALSTHOM-ALES

solidarité autour des Journées de Alsthom d'Alès

UNE fin de semaine en beauté, pour les grévistes de l'Alsthom-St-Florent et de la SAFT à Tamaris dans le Gard. Prouvant ainsi que ce n'est pas l'intervention brutale des CRS contre leurs camarades de St-Ouen qui peut arrêter leur mouvement, les travailleurs de l'Alsthom ont une fois de plus engagé avec leur audace habituelle de nouvelles actions.

Jeudi : 100 grévistes se sont rassemblés devant la Préfecture de Nîmes et ont demandé à voir le préfet afin de lui demander d'intervenir auprès de leur direction. A midi, devant la préfecture, ils ont mangé un repas apporté par leurs camarades des PTT, repas payé par la municipalité. Bien sûr, de nombreux tracts ont été diffusés, et des collectes de soutien ont montré le soutien des travailleurs de Nîmes à leurs camarades en lutte. Remontés en cars, ils ont pris l'autoroute et au péage de Gallargues (entre Nîmes et Montpellier), ils se sont mis à la sortie et ont donné aux automobilistes la possibilité de verser leur péage aux grévistes. Tous c'est passé sans incident, et une coquette somme a été collectée !

Vendredi : c'était l'action sur Marseille : 135 grévistes dans trois cars, après avoir fait un détour par l'usine Alsthom de Marseille, se sont rendus, malgré la surveillance serrée de la police qui n'y a vu que du bleu, à la gare St-Charles de Marseille où ils ont bloqué pendant une demi-heure les trains.

Les CRS sont arrivés à 12 h 15 mais trop tard, l'action était terminée. Avec leurs camarades de Marseille, ils ont été reçus à la Bourse du travail où ils ont pris un casse croûte, et ils sont repartis sur Alès... mais se sont tout de même arrêtés quelque 15 minutes et ont provoqué un embouteillage de 6 kilomètres sur l'autoroute. Après avoir diffusé de nombreux tracts, ils sont rentrés à Alès.

Jeudi : ils s'étaient aussi rendus chez le directeur départemental du travail qui leur a obtenu une réunion avec la direction de la SAFT, mais sans résultats. La direction ne veut rien lâcher sur les salaires, peut-être espère-t-elle que les interventions de la police pourraient décourager les grévistes. Ceux-ci continuent leur popularisation et augmentent leur rapport de force. Ainsi, ce mardi, ils sont reçus par les syndicats de la source Perrier qui organisent une collecte à leur profit.

BUDGET 80

Une attaque contre les intérêts des travailleurs

Sil le RPR et l'UDF s'opposent ainsi sur ce budget 80, ce n'est pas — on peut en être sûr ! — pour défendre les intérêts des travailleurs, mais bien plutôt pour se partager le gâteau. Mais ce budget, c'est bel et bien une attaque en règle contre les conditions de travail et de vie du peuple.

Il est prévu un déficit de 31 milliards de francs qui viendront alimenter l'inflation. Pour Giscard-Barre, la cause en serait la hausse du prix du pétrole. Et, Barre prenant violemment parti contre les pays pro-

ducteurs de pétrole, ne vient-il pas, même, de lancer un avertissement : « Si tous les pays producteurs et consommateurs de pétrole ne manifestent pas, dans les circonstances actuelles, un exceptionnel esprit de responsabilité le monde — et je pèse mes mots — peut s'acheminer vers un désastre ». Mais ce qu'il se garde bien de dire, c'est que sur un litre d'essence payé 3,05 F, les pays producteurs de pétrole ne reçoivent que 58 centimes et ce sont l'Etat et les compagnies pétrolières qui empochent tout le reste.

Suite page 5

Suite de la page 4

Ou encore que sur les 32 % de hausse des prix constaté en trois ans, la part de l'essence et du fuel n'y représentent que 2,7 %. En réalité, cet excédent de dépenses, qui ne peuvent même pas être couvertes par des recettes, représentent l'ampleur des cadeaux offerts aux monopoles.

LES DEPENSES BUDGETAIRES : DES CADEAUX ROYAUX AUX TRUSTS

Les diverses aides aux monopoles, les facilités fiscales telles les exonérations, les facilités à l'exportation, etc. (cf. encadré ci-contre) c'est tout cela qui vient grever le budget 80. Des experts prévoient même un déficit en réalité de plus de 40 milliards de francs. Rien n'est plus sûr lorsqu'on voit que le déficit du budget 1979 qui se termine est porté aujourd'hui à 34,8 milliards de francs, soit plus

du double de celui prévu il y a un an (15 milliards). Et cet excédent de dépenses, pour sa plus grande part, consiste au financement des différentes mesures mises en œuvre pour le « redéploiement industriel » qui est synonyme de compétitivité, donc fermetures d'installations et licenciements. Par exemple, pour le financement du redéploiement dans la sidérurgie, les nouvelles dépenses non prévues lors de l'établissement du budget 1979 comprennent notamment : 3,2 milliards de francs supplémentaires pour le soutien aux maîtres de forges, 696 millions au titre de la deuxième convention sociale pour la sidérurgie, 1,7 milliard pour le Fonds spécial d'adaptation industrielle.

Quant aux dépenses de fonctionnement c'est-à-dire celles des administrations en matériel et traitements des

fonctionnaires, elles devront être plafonnées au niveau de 1979, soit être en baisse de plus de 10 % compte tenu de l'inflation.

DEGRADATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL

Cela veut donc dire dégradation des conditions de travail des fonctionnaires et blocage de leurs salaires d'une part et, d'autre part, licenciement des auxiliaires et compression des effectifs. Enfin, les dépenses en capital portant sur les infrastructures collectives (crèches, hôpitaux) sont réduites. Pis encore, sont prévues des règles de gestion draconiennes pour les hôpitaux.

Côté recettes, comme il faut bien couvrir les cadeaux financiers offerts aux trusts, le budget 1980 prévoit une hausse de l'impôt sur le revenu d'environ 13 %, les huit premières tranches de l'impôt n'étant corrigées que partiellement de l'inflation (8 %).

ATTAQUE EN REGLE DU POUVOIR D'ACHAT

Il y a aussi la série d'impôts vignette-alcool-tabac majorés d'environ 20 %, la création d'une vignette sur les grosses motos qui soulève un tollé chez de nombreux jeunes, tout cela venant encore amputer le pouvoir d'achat, sans parler de la TVA qui s'élève de plus de 14,2 % par rapport au budget précédent, de la hausse des cotisations sociales et de l'inflation qui va, de plus, être alimentée par le déficit du budget.

Où, le budget 80, c'est une attaque en règle contre les intérêts des travailleurs. C'est tous unis que nous devons riposter aux mauvais coups de Giscard-Barre.

Catherine LEMAIRE

Soutien aux grands monopoles

En avril de cette année, Barre annonça diverses mesures de soutien aux grands monopoles, que l'on baptisa mesures de relance de l'investissement.

— La réévaluation des bilans qui vient baisser l'impôt sur les sociétés supporté par les firmes. La dépense découlant de cette mesure a été estimée à 3,2 milliards de francs en deux ans.

— Les prêts bonifiés (à taux réduits) offerts aux trusts qui décident d'investir — donc de s'agrandir — c'est-à-dire les entreprises les plus compétitives sont portés à 4 milliards de francs.

— Les prêts dits « participatifs » du Fonds de développement économique et social (FDES) sont portés à un milliard de francs. Ces prêts sont offerts aux trusts « performants », qui recouvrent tant les firmes se reconstruisant ou se restructurant en fusionnant entre elles avec le cortège de licenciements qui en résulte que les grandes firmes exportatrices.

— Des « primes d'innovation » pour les trusts se lançant dans la recherche et « la mise au point de produits ou procédés nouveaux ou améliorés ». Ces primes pourront représenter jusqu'à 25 % des dépenses engagées par les firmes dans ce domaine.

Autant de dépenses de soutien aux trusts à faire supporter par le budget 80 c'est-à-dire par nous, les travailleurs.



BUTIONS... CONTRIBUTIONS ... CONT



La sécurité sociale : un enjeu politique important

Extrait d'une contribution de camarades, syndiqués CFDT et CGT, employés à la Sécurité sociale.

... Il s'agit d'un enjeu politique important pour les travailleurs et pour leur Parti à plusieurs titres :

1) Au titre de la défense de la situation matérielle sanitaire et morale de la classe ouvrière et de l'ensemble de la population laborieuse : couverture des dépenses de maladie, couverture des pertes de salaire pour arrêt de travail, possibilité d'accéder à des soins de qualité, aide aux familles ayant de lourdes charges, couverture financière satisfaisante de la retraite, garanties de soins, de pensions suffisantes et de réinsertion professionnelle pour les invalides et handicapés, etc.

Une véritable défense de la Sécurité sociale au sens large est un aspect important des luttes populaires actuelles sur le terrain aussi bien économique que politique (réglementation restrictive de libertés en particulier).

2) C'est également un enjeu important à cause de l'offensive actuelle du capital monopoleur contre le niveau des salaires ainsi que sa politique accélérée de chômage qui mettent en danger directement le fonds de protection sociale. Sans compter cette masse d'argent, mise de côté obligatoirement et partie prenante de nos salaires, dont les monopoles voudraient tirer un meilleur parti ou faire un meilleur usage.

Il faut d'ailleurs mentionner à ce sujet les contradictions existant entre et au sein des différentes couches de la bourgeoisie par rapport au magot de la Sécurité sociale. Contradiction entre ceux qui, actuellement, en profitent plutôt (trusts, et entreprises pharmaceutiques, laboratoires d'analyses médicales, pharmaciens, professions médicales, etc.) et d'autre part les autres qui la considèrent plutôt comme une charge financière et une entreprise ayant pour eux un mauvais rendement économique et politique.

3) En dernier lieu, la Sécurité sociale est importante en raison de l'aiguïsement de la lutte des classes au sein des caisses comme dans leur « périphérie » immédiate. Ce secteur du « tertiaire » est en pleine restructuration (introduction massive de machines informatiques, nouvelles techniques de gestion, crise économique et financière capitaliste).

Ce tout premier monopole de l'assurance est en effet une concentration importante d'employés, mais c'est aussi une entreprise spéciale qui participe très étroitement à l'évolution du corps médical et paramédical en le structurant et en le contrôlant de plus en plus...

... *Maintien du monopole d'Etat dit service public ou privatisation ?*

S'agit-il de défendre le service public, l'entreprise publique, l'outil de travail comme on l'entend beaucoup dans les syndicats ?

Le danger de la privatisation des assurances sociales, ou tout au moins de certains de ses secteurs, est un des cheval de bataille de la gauche et en particulier du PCF. Il y a dans cette affirmation autant de vrai que de faux ou tout au moins tout ce qu'il faut pour semer la confusion dans l'esprit des travailleurs.

En la matière, le principe qu'il nous faut toujours avoir en tête c'est qu'à l'époque actuelle, la Sécurité sociale est un monopole d'Etat en matière d'assurances. D'ailleurs, l'assurance sociale restera vraisemblablement organisée sous le contrôle du capital tant que durera l'économie capitaliste anonyme, étatisée ou non, dans notre pays. Il reste que l'analyse de la nature de l'Etat capitaliste, de son nouveau rôle économique contemporain ; en résumé, l'attitude politique prise à l'égard de la question de l'Etat est fondamentale quand on s'engage dans cette bataille de la défense de la Sécurité sociale (au sens large).

En fait, ce qu'il nous reste à défendre, c'est nos droits sociaux et nos salaires en faisant payer les patrons, en particulier ceux qui font beaucoup de profits tout en versant peu ou de moins en moins aux assurances sociales (les entreprises à gros taux de

profit et à main-d'œuvre réduite ou celles qui cherchent à payer la force de travail de moins en moins cher). Il faut donc s'attaquer réellement aux profits, ce qui n'est pas une mince affaire actuellement. Quant à savoir si les patrons doivent verser des cotisations supplémentaires à la Sécurité sociale (monopole d'Etat), à une compagnie d'assurance privée ou directement au travailleur en lui reversant directement le montant intégral de son salaire réel, cela est mal poser le problème. Il faut être concret et poser cette question dans la réalité actuelle qui est l'existence d'un grand monopole d'Etat avec d'autres petits régimes d'assurance sociale devenus plus ou moins ses satellites. Dans cette situation, il nous paraît important de lutter contre la formation et la recherche de profits dans la gestion propre des régimes d'assurance sociale : tout l'argent doit revenir aux travailleurs.

Nous devons, dans l'immédiat, lutter contre un certain démantèlement des caisses de la Sécurité sociale pour la seule raison que des avantages pour les assurés sociaux pourraient être plus facilement liquidés ainsi que ceux des employés des caisses. Il nous semble pour cela que le mot d'ordre : « *Contrôle ouvrier sur la Sécurité sociale* » est à étudier de près actuellement...

QUELQUES THEMES DE REFLEXION ET D'ENQUETE SUR LA SECURITE SOCIALE

— Pour quelles réformes les travailleurs doivent-ils se battre en matière de prestations, allocations, pensions et rentes de Sécurité sociale ? A quel niveau doit-on fixer ces revendications pour qu'elles soient mobilisatrices ?

— Nous devons poser concrètement la question de l'unité des travailleurs (assurés sociaux) et des employés des caisses de Sécurité sociale.

— La classe ouvrière a un combat à diriger sur le plan de la réglementation des contrôles médicaux et autres de la Sécurité sociale ainsi que contre l'appareil de coercition mis en place par la bourgeoisie et appelé « mesures contre les abus ».

— Qui peut-on unir, avec qui et comment peut-on s'unir dans la défense de la Sécurité sociale actuellement (partis, syndicats, etc.) ? Il existe une plateforme de 25 organisations pour la « défense de la Sécurité sociale ».

— Faut-il maintenir l'assiette des cotisations sur les salaires seulement ou les asséoir différemment pour faire payer ceux qui font le plus de profits (solidarité des patrons pour payer) ?

— Doit-on lier automatiquement la défense du salaire indirect avec celle du salaire direct ? C'est-à-dire la défense du pouvoir d'achat du salaire global (direct plus indirect).

— Quelle attitude doit avoir le Parti sur la question de la participation des syndicats à la gestion de la Sécurité sociale ? Doit-on défendre le principe d'éligibilité des représentants des travailleurs dans les conseils d'administration (principe d'élection supprimé en 1967) ? Doit-on lutter pour une représentation majoritaire des travailleurs dans ces conseils ?

— La classe ouvrière peut-elle exercer un contrôle ouvrier réel (au sens où l'entendait le programme d'action de l'Internationale syndicale rouge) sur la Sécurité sociale tout en participant aux conseils paritaires d'administration ? Cette question et ce mot d'ordre de contrôle ouvrier direct, appliqué par voie révolutionnaire, sont très importants en matière de sécurité sociale actuellement (par exemple pour empêcher la fermeture des paiements directs aux guichets des caisses primaires). Il nous faut créer ou utiliser des organisations « d'usagers » de la Sécurité sociale pour le contrôle ouvrier et la défense permanente des intérêts populaires en matière de Sécurité sociale ? D'ailleurs, les syndicats et l'action du Parti dans les syndicats à l'intérieur comme à l'extérieur des caisses de Sécurité sociale ont un rôle important à jouer dans l'organisation et la direction de ce contrôle.

Television

MARDI 20 NOVEMBRE ANTENNE 2 20h40
LES DOSSIERS DE L'ECRAN

Charles Clément, canut de Lyon

Il est rare que le thème d'un dossier de l'écran porte sur une révolte ouvrière. Il s'agit ce mardi des Canuts de Lyon, qui, à deux reprises, déclenchèrent une insurrection armée en 1831 et en 1834.

Le peuple de Lyon a toujours eu de grandes traditions de luttes surtout depuis le développement de l'industrie de la soie. Les travailleurs s'étaient déjà soulevés en 1744 et 1786.

En 1831, les ouvriers de Lyon se soulèvent : ils demandent une augmentation de salaire. Devant l'intransigeance des patrons qui refusaient de tenir leurs engagements, les ouvriers et ouvrières de la soie prirent les armes. Sur leurs drapeaux, ils avaient inscrit : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ».

En 1834, les canuts se soulèvent à nouveau pour combattre un décret du gouvernement interdisant les réunions et les associations ouvrières et pour libérer les dirigeants grévistes emprisonnés. Ils s'affrontèrent à des forces de police large-

ment supérieures. La bourgeoisie avait prévu l'affrontement. La répression fut impitoyable. Le mot d'ordre des travailleurs était : « Vive la République sociale ».

Pour la première fois, les ouvriers et ouvrières affrontaient la bourgeoisie avec pour objectif le pouvoir politique. Dès lors, l'affrontement entre la classe ouvrière et la bourgeoisie pre-

nait le pas sur les autres luttes sociales. Cette lutte fut importante parce qu'elle fut l'occasion pour les canuts de mettre sur pied de nombreuses associations de solidarité, embryon des syndicats.

A travers le procès de Charles Clément, le réalisateur reconstitue la vie des ouvriers de la soie de Lyon et leurs luttes. Une page de

l'histoire de la classe ouvrière.

Léon CLADEL

Participent au débat, à Lyon : Fernand Rude, historien, auteur de C'est nous les Canuts ; Maurice Moissonnier, historien : La Révolte des Canuts ; Lucien Berger, Georges Matelon, ouvriers ; Yves Lequin, historien.



A travers le procès de Charles Clément, c'est la grande lutte des canuts de Lyon en 1831 et 1834 qui est reconstituée.

Cinéma

LE PULL OVER ROUGE DE MICHEL DRACH

Le juge censuré

À PEINE sorti, ce film a soulevé les passions. Il est inspiré de l'assassinat, à Marseille, le 3 juin 1974, de la petite Marie-Dolorès Rambla. A la suite de ce meurtre, Christian Ranucci avait été condamné à mort et guillotiné. Les parents de la victime, M. et Mme Rambla, avaient demandé la saisie du film dès sa sortie pour atteinte à la vie privée.

L'homme au pull over rouge, que de nombreux témoins ont décrit, était-il Christian Ranucci ? Il semble bien que non. Christian Ranucci avait-il une Simca 1100 ou bien une 304 ? Pourquoi le pull over rouge était-il trop grand pour lui ? Impitoyablement, Michel Drach montre les irrégularités de l'enquête, les brutalités de la police, la reconstitution escamotée, les témoins qu'on oublie de convoquer.

envers une justice si prompt à condamner dans certains cas, si lente pour juger dans d'autres. Pour preuve, l'afflux des coups de téléphone aux dossiers de l'écran sur « les crimes impunis ».

« Il n'y a pas de censure qui empêche à l'heure actuelle un film d'être projeté sur les écrans », disait Giscard à la télévision le 13 janvier 1976.

Pas de censure, sauf l'interdiction des maires de la majorité. N'aurait-on plus le droit de montrer sur les écrans les agissements de la police et de la justice ? On a accusé Michel Drach de saper les institutions républicaines, il semble bien qu'on veuille étouffer la vérité, une vérité que les bavures et les affaires récentes rendent de plus en plus dangereuse.

Utiliser la douleur

À MARSEILLE, s'est même constitué un comité de défense de la famille Rambla pour protester contre la sortie du film « Le pull over rouge ».

Ce comité, qui revendique 3 500 adhésions, n'a pas réussi à rassembler plus de 150 personnes dans une réunion publique. L'avocat de la famille Rambla a mis l'accent sur la façon dont sont décrites

les pratiques de la justice et de la police dans ce film. Il a même employé le terme de « corps d'élite » pour désigner cette dernière. Le père de Dolorès, qui était à la tribune, visiblement abattu, n'a pas parlé. Il semble bien que tout soit fait pour utiliser la douleur de la famille de la petite Dolorès contre la liberté d'expression et contre la dénonciation des pratiques de la justice et de la police. Qui est derrière ce comité ?

RASSEMBLEMENT DES FEMMES DU PCF

Chacun dans son coin et surtout pas à la même heure

Samedi 17 novembre, le PCF organisait dans tout le pays de grands rassemblements pour la contraception et l'avortement. Celui de Paris se déroulait à la Porte de Pantin.

NOMBREUX, déterminés, combattifs, tels étaient les visages qui se pressaient sous le chapiteau. Qu'elles soient étudiantes à Nanterre, travailleuses des Chèques postaux, ouvrières à Renault Billancourt, femmes au foyer, elles ont toutes expliqué concrètement les besoins en centres d'IVG, en antennes d'information contraception-sexualité-avortement.

ment de la plèvre. Tout un chacun le sait, ce sont les groupes de femmes qui ont toujours été à la pointe du combat et ils ne sont en rien irresponsables ! A quoi ça sert de le nier ?

ET QUELLES SONT LES REVENDICATIONS DU PCF ?

S'il accorde le droit à l'avortement pour les étrangères et les mineures, il y met néanmoins un bémol : « La priorité doit être donnée aux femmes françaises et résidant en France ». Pourquoi une telle xénophobie ? « L'accord parental pour les mineures ne doit pas être obligatoire mais reste cependant souhaitable ». A quel âge est-elle femme ?

MAIS OU, QUAND, POURQUOI ET AVEC QUI ONT-ELLES CRIE LEUR COLERE ?

A Pantin, le 17 novembre. On ne peut pas reprocher au PCF d'organiser des rassemblements de ses militantes pour le droit à l'avortement. En tant que Parti, le PCF prend les initiatives qu'il veut, mais sa politique cloche terriblement lorsqu'il ne fait rien d'autre, excepté ses rassemblements du 17 novembre.

Le projet de loi propose de repousser la date limite pour avorter de dix à douze semaines. Mais après, qui sera livré aux aiguilles à tricoter et qui pourra se payer un avortement en clinique clandestine ?

Le PCF demande le remboursement par la Sécurité sociale de l'interruption volontaire de grossesse. Bien. Et celles qui ne disposent pas de la Sécurité sociale ou seulement à travers le mari ?

Comme l'affirmaient des militantes du PCF dans leurs tracts « La direction de notre parti refuse d'appeler à cette manifestation (celle du 24). C'est pourtant, concrètement dans la rue ce jour-là que l'union à la base se fera... Nous y serons. Nous appelons toutes les militantes et tous les militants du Parti à y être présents avec nous ».

... La seule solution envisageable pour réaliser l'unité à la base pour la liberté totale de l'avortement et de la contraception. Nathalie VILLQTIERS

L'HUMANITÉ ROUGE - Mardi 20 novembre 1979

Cela leur fut refusé au nom de la liberté d'expression. Finalement, deux jours plus tard, les parents ayant fait appel, les magistrats décident la coupure de quatre scènes faisant allusion à la famille de la victime. Mais cette censure ne suffisait pas, des maires du Sud-Est, proches de la majorité, ont décidé d'interdire le film dans leur municipalité.

Tiré du roman de Gilles Perrault, paru aux Editions Ramsay, le film reconstitue les faits et le procès qui a peut-être amené à condamner un innocent.

GOLFECH (TARN-ET-GARONNE)

Refusons la centrale nucléaire

Vous savez sans doute qu'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique vient d'être ouverte à la demande d'EDF par les préfets de Tarn-et-Garonne et de Lot-et-Garonne, concernant l'installation d'une centrale nucléaire, comprenant 4 réacteurs de 1-300 Mégawatt électrique (MWe), soit un total de 5 200 MWe à Golfech (Tarn-et-Garonne). L'enquête aura lieu du 22 octobre au 21 décembre 1979.

Vous n'ignorez pas les dangers que présente pour la région ce projet. Nous avons réuni, sous forme d'une lettre type, une liste des principaux motifs d'opposition. Plusieurs conseils municipaux concernés refusent que le dossier de l'enquête soit déposé dans leur mairie, car ils considèrent que c'est une pseudo-consultation.

Nous vous demandons de soutenir ces mairies et de boycotter l'enquête. Vous pouvez envoyer la lettre type ci-jointe, dûment complétée, à :

Monsieur le maire de Golfech 82430 Golfech

Nous vous rappelons que tout citoyen français, d'où qu'il soit, quel que soit son âge, peut manifester son opposition dans le cadre d'une telle enquête.

Nous devons être très nombreux à soutenir les mairies.

N.B. - Si vous avez besoin d'autres exemplaires de cette lettre pour vos amis et connaissances, vous pouvez vous adresser à :

- Coordination régionale antinucléaire Golfech, 33, rue Guilhem, 82400 Valence-d'Agen.

- Association toulousaine d'écologie, 3, rue Danton, 31400 Toulouse.

Le soutien financier est à envoyer à la coordination régionale, à l'ordre du Comité antinucléaire de Golfech (C.A.N.G.), compte Crédit agricole, numéro 88107639070.

VALENCE D'AGEN (TARN-ET-GARONNE)

La provocation policière continue

SAMEDI 17 novembre : de nouveaux incidents ont marqué la fin de la 4e semaine de l'enquête d'utilité publique (centrale nucléaire de Golfech). En effet, vers midi, près de deux cents personnes se retrouvèrent spontanément devant le fourgon mairie annexe de Valence-d'Agen. Par un sit-in symbolique devant le fourgon, les manifestants montrèrent une nouvelle fois leur opposition à la centrale et surtout leur refus de se la voir imposée par la force. Après avoir dégagé sans trop de heurts le fourgon, les gardes-mobiles entamèrent un repli pour rejoindre leurs cars, immédiatement talonnés par la foule des manifestants aux cris de « société nucléaire, société policière ».

C'en était trop pour les flics et pour la deuxième fois à Valence-d'Agen, les grenades lacrymogènes se mirent à pleuvoir sur les manifestants pacifiques jusque là et qui répondirent par des pierres.

Mais plus grave encore, les flics ont utilisé pour la première fois des grenades offensives, plusieurs gardes-mobiles ont été vus avec ces grenades à la main. Une grenade offensive lancée au milieu des manifestants fut heureusement renvoyée du pied au milieu des gardes-mobiles, blessant l'un d'eux sérieusement (les flics veulent accrédi- ter la thèse d'une soi-disant bombe artisanale). Après cela, les gardes-mobiles organisèrent une chasse à l'homme : trois personnes furent arrêtées. Il faudra l'arrivée en fin de soirée d'une centaine de personnes qui participeront à une manifestation antinucléaire à Agen pour obtenir leur libération. Un des manifestants a été tabassé dans la gendarmerie de Valence-d'Agen. Plainte a été déposée.

Correspondant Agen.



Auvillar. Matraque, coups de crosse, coups de pied, la répression sera aveugle, touchant aussi enfants et personnes âgées.

DASSAULT-ARGENTEUIL (VAL D'OISE)

Intervention de la police pour évacuer l'usine

SAMEDI 17 novembre au matin, les flics sont intervenus chez Dassault-Argenteuil à 4 heures du matin, ils ont évacué les gars qui étaient à l'intérieur. Durant un certain temps, ceux-ci se sont enfermés dans la cantine, ont fait marcher la sirène et ont tiré des fusées de feu d'artifice pour prévenir la population. Ceci dit, comme il y avait 55 cars de flics, les gars sont partis rapidement parce qu'ils ne tenaient pas le nombre, et que ça ne servait à rien. Un meeting intersyndical a eu lieu à 11 heures devant l'entrée de l'usine d'Argenteuil. Une autre entreprise Dassault a été évacuée une heure après celle d'Argenteuil. Il y a eu des interventions CGT, CFDT de Dassault et de l'UL-CFDT d'Argenteuil. A peu près six-cents personnes présentes sont convoquées rapidement par voiture sono et par tract. Les gars sont déterminés à continuer la lutte et à ne pas vouloir reprendre le travail dans une usine occupée par les flics. Tout se jouera sans doute lundi à 7 heures du matin, à la rentrée du boulot où les gars doivent décider normalement devant l'entrée de l'entreprise de la conduite à tenir.

Correspondant Argenteuil.

Journée d'action pour la réduction du temps de travail à Lille

DANS le cadre de la journée nationale d'action pour la réduction du temps de travail, la CGT et la CFDT du Nord-Pas-de-Calais organisaient une manifestation à Lille mercredi 14 novembre. Composée de délégations d'entreprises (sections CGT et CFDT de Massey-Ferguson, entreprise où les métaux ont toujours maintenu la lutte à un haut niveau, section CGT de la NEA du groupe Néogravure où un plan de liquidation menace plusieurs centaines d'emplois, section CGT des métallurgistes de Malbrancq du groupe Schlumberger, etc.). Le défilé s'est dirigé vers le siège du CISE (Comité interprofessionnel social et économique), antenne régionale du CNPF, où les responsables syndicaux ont pris la parole. Les manifestants ont ensuite poursuivi leur manifestation dans Lille en lançant des mot d'ordre : « Chômage ras le bol », « Non aux licenciements, oui aux trente-cinq heures », « Augmentez nos salaires ». De nouvelles actions ont été coordonnées à l'échelle de l'Europe pour la réduction du temps de travail.

Rémi DAINVILLE

Communiqué du syndicat CGT de l'hôpital de Corbeil-Essonnes

LE 13 novembre 1979, l'hôpital de Corbeil-Essonnes, à l'appel de la CGT, est en grève avec occupation de l'établissement depuis dix jours. Un premier recul a été imposé au pouvoir en réintégrant les quinze licenciés dans le cadre des 1 051 postes budgétaires. Le paiement des salaires est obtenu par le transfert des crédits de compte à compte. Cette politique consiste donc à retirer des crédits qui servent aux usagers pour payer le personnel, politique de carence de l'Etat qui amène les salariés du centre hospitalier de Corbeil à poursuivre la grève, afin d'obtenir le budget supplémentaire ainsi que la création de 68 postes refusés par les tutelles en 1979. L'action responsable des salariés du centre hospitalier fait que la sécurité des malades est assurée. Suppléant les désengagements de l'Etat, ils gardent leur établissement en capacité de fonctionner mais exigent avec détermination l'aboutissement de leurs revendications : en premier lieu l'obtention du budget supplémentaire, afin que chaque compte administratif garde dans son enveloppe la nécessaire continuité de son programme prévisionnel.

Fait à Corbeil-Essonnes, le 13 novembre 1979.

DOURDAN (ESSONNE)

Pas le droit

DEPUIS toujours, le sénateur-maire Ceccaldi-Pavard (UDF) empêche toute liberté d'expression aux partis politiques et associations, à tous ceux qui ne pensent pas comme lui, en refusant toute salle pour réunion. Cela s'est encore confirmé récemment. Les faits : le groupe « Prenons la parole » (gauche autogestionnaire) s'est vu refuser une salle pour une réunion sur le thème « Pour une politique culturelle à Dourdan ». La réponse de la municipalité fut : (extraits) « La jurisprudence constante de la municipalité ayant été de refuser toute salle pour des manifestations politiques en dehors des périodes électorales et compte tenu de la prise de position politique de votre association, la municipalité regrette de ne pouvoir vous donner satisfaction ».

Trop c'est trop ! Une pétition circule pour que les règles élémentaires de la démocratie soient respectées à Dourdan, en particulier, que tout groupe organisé, association ou parti politique puisse disposer de salles pour y tenir des réunions.

Certes, connaissant notre grand démocrate, sénateur-maire et son conseil municipal, il en faudra bien plus pour obtenir une salle. L'exemple cité est significatif et révélateur. Le Parti communiste marxiste-léniniste entend apporter sa contribution et son soutien avec tous les partis, associations, syndicats démocratiques, sans distinction d'étiquettes avec tous ceux qui refusent que la liberté d'expression soit muséifiée.

PROLÉTARIAT

VA PARAÎTRE PASSEZ VOS COMMANDES, ABONNEZ-VOUS !

Abonnement 1 an 52 F
Abonnement de soutien 80 F
Abonnement 1 an + 4 numéros précédents... 70 F

Chèque bancaire à l'ordre de PROLÉTARIAT

Chèques postaux à l'ordre de PROLÉTARIAT CCP 2130 89 H Marseille

Bulletin à envoyer à PROLÉTARIAT BP 320 13213 Marseille Cédex 1

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner à partir du N°
Je souscris à l'offre spéciale 1 abonnement + 4 numéros précédents (*)
Je verse la somme de

NOM

ADRESSE (écrire en capitale)

CODE POSTAL

VILLE

* Rayer la mention inutile.

Jacques Jurquet, auteur de *La révolution nationale algérienne et le PCF*, présentera et signera son livre

A Paris: il participera à des débats à la

Librairie TIERS MYTHE
21, rue Cujas - Paris 5e

Le mercredi 21 novembre de 16 h à 18 h 30.

Et à la

FNAC - Forum des Halles (auditorium)

Le jeudi 22 novembre à 13 heures.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance : L'Humanité Rouge : B.P. 201 - 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druet
Commission paritaire No. 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1979

AZANIE (AFRIQUE DU SUD)

Un des derniers bastions du colonialisme



Une rue à Soweto.

Le colonialisme cherche toujours à diviser les peuples qu'il veut asservir. En Azanie (Afrique du Sud), le gouvernement raciste, mis en place par l'impérialisme britannique, a, depuis plus de 20 ans, mis en place un vaste plan de création de véritables réserves africaines, appelées « Bantoustans », dont nous avons parlé dans notre précédente édition.

Les manœuvres néo-colonialistes, l'intervention des deux superpuissances, rendent d'autant plus difficile la lutte de libération du peuple azanien contre un des derniers bastions du colonialisme. Notre soutien, notre solidarité, doivent être pleines et entières.

A PRES l'extraordinaire développement de la lutte du peuple azanien sous la forme du « Mouvement de la conscience noire » et, surtout, après les manifestations de Soweto, en juin 1976, le gouvernement sud-africain et les forces impérialistes, particulièrement les Etats-Unis, se sont beaucoup inquiétés. Ils ont mis au point une politique nouvelle qui repose sur la création d'une force africaine conservatrice de nature et alternative à l'ANC, au PAC et au Mouvement de la conscience noire. Le pilier de cette force est le mouvement « Inkatha », recruté parmi les Africains d'origine zoulou et dirigé par Gatsha Buthelezi.

Pour être crédible auprès des Africains, Buthelezi a fait quelques déclarations anti-apartheid. Il a cherché à se faire recevoir par des dirigeants nationalistes et des organisations anti-apartheid.

Parallèlement, on vit fleurir, dans les journaux bourgeois et dans la presse économique spécialisée, de multiples annonces appelant à investir dans les Bantoustans, notamment au Kwa Zoulou. Buthelezi et son cabinet étaient accueillis à bras ouverts par les milieux économique-politiques américains.

Tractations entre pro-américains et pro-soviétiques

Il est naturel que l'impérialisme cherche à mettre en selle un homme décidé à faire passer une solution néo-colonialiste. Mais c'est de Moscou que devait venir la surprise.

Il y eut des signes précur-

seurs. Les émissions radiophoniques de l'ANC à partir de Moscou laissèrent soudain passer un commentaire favorable à Buthelezi. A Londres, l'ANC prétendit qu'il s'agissait d'une initiative de leur bureau à Moscou en désaccord avec la direction de l'ANC. Mais, quelque temps plus tard, la radio de l'ANC à Lusaka (Zambie) mettait fin à ses attaques contre Buthelezi.

Enfin, le 4 novembre 1979, le *Sunday Times*, journal tanzanien, révélait que des conversations secrètes avaient réuni pendant une semaine les hauts dirigeants de l'ANC, Buthelezi et son cabinet.

Parallèlement, G. Buthelezi se faisait recevoir par le Foreign Office (ministère britannique des affaires étrangères) et lui remettait un mémorandum.

Les articles du *Sunday Times* reposent principalement sur son enquête auprès de Buthelezi et de son entourage. Mais ils sont révélateurs des buts poursuivis dans les conversations. La volonté de supplanter la 3e force, c'est-à-dire le Mouvement de la conscience noire, est manifeste. Celle aussi d'arriver à négocier un arrangement avec le pouvoir blanc, d'obtenir un partage du pouvoir qui protège les investissements. Celle enfin de grouper derrière un même drapeau « les nantis et les pauvres », de telle manière que les « pauvres » abandonnent la défense de leurs intérêts dans les mains des nantis.

Des esprits malins diront sans doute que l'ANC — à tout le moins sa direction exilée — joue habilement en exploitant les contradictions internes au système, c'est-à-dire la volonté de certains chefs de Bantoustans d'exiger une part réelle du pouvoir alors que le gouvernement

n'avait jamais eu d'autre intention que de leur en donner l'ombre.

Mais cette subtile tactique ne résiste pas à l'analyse. En effet, c'est le gouvernement lui-même qui pousse Buthelezi, qui finance son administration et la création de son mouvement Inkatha. C'est le gouvernement lui-même, aidé par l'impérialisme américain, qui se fabrique de toutes pièces un interlocuteur africain honorable, l'homme de la future « solution interne » (*).

La direction en exil de l'ANC fournit à Buthelezi la caution morale qu'il a cherchée, désespérément depuis longtemps.

Le parti révisionniste (South African Communist Party - SACP)

Le PAC (Pan African Congress)

Le PAC a été créé en 1959. Peu après, il lance la plus importante action de masse de l'histoire du pays. Le gouvernement raciste réagit et ce sont les massacres de Sharpeville, Langa... le 21 mars 1960.

La plupart des militants du PAC sont issus de la Jeunesse de l'ANC (Congrès national africain), organisation fortement sous l'influence révisionniste. C'est l'aboutissement d'une longue opposition à l'intérieur de l'ANC.

En avril 1963, 10 000 militants du plus du PAC furent arrêtés au cours d'une rafle policière d'ampleur nationale, à la suite d'une trahison, la veille du soulèvement. Plus de cent d'entre eux furent pendus.

Le coup dévastateur de 1963 jeta le PAC à deux doigts de la lutte armée, dans une situation telle que des années furent nécessaires pour que le mouvement émerge de nouveau, et reprenne son rôle de direction. Durant ces années difficiles, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays, le PAC fit tout son possible pour préparer une lutte armée généralisée et prolongée, tant sur le plan militaire que politique et organisationnel et idéologique.

Le PAC a pour objectif le renversement total de la domination blanche et de l'impérialisme occidental dans notre pays ; l'établissement d'un ordre social juste, démocratique, socialiste, et non raciste ; la restitution de la terre à ses véritables propriétaires ; la relance de l'économie dans tous les secteurs vitaux, de telle façon que les couches les plus opprimées puissent regagner leur dignité et le contrôle effectif de leur pays et leur destinée. Un objectif du PAC est aussi de verser sa contribution à l'humanité et à la lutte du monde entier contre l'impérialisme, le néo-colonialisme et l'hégémonie.

Notre lutte est pour l'émancipation et l'indépendance nationales, pour la libération des forces de production, pour la libération et, à un stade ultérieur, l'unification du continent africain, ce qui délivrera tout son potentiel, pour son propre bien et celui de toute l'humanité.

(Extraits d'une interview de Theo Ibi, représentant du PAC)

— Le SACP (South African Communist Party), qui inspire la direction de l'ANC, est né en 1920 parmi les mineurs d'origine européenne et a, dès cette époque, pratiqué une politique de compromis visant à protéger les intérêts blancs.

— Le SACP a continuellement reculé devant les exigences concrètes d'application du mot d'ordre central de l'Internationale communiste (lancé en 1928) : « Pour une République noire » en Afrique du Sud.

— Le SACP a travaillé à maintenir l'ANC dans la voie conciliatrice alors même que la Ligue de la jeunesse de l'ANC militait pour un programme plus radical, fondé sur les droits de la nation africaine spoliée et exploitée (fin des années quarante, début des années cinquante).

— Le SACP a violemment critiqué la création du PAC (Congrès Pan-Africain d'Azanie) en 1959 et n'a cessé de vilipender le PAC depuis cette date.

— Le SACP a poussé l'ANC à la pratique d'une fausse guérilla destinée à faire peur au gouvernement mais non à le vaincre (1961-1963).

— Le SACP a inspiré toutes les campagnes de division entre Azaniens, organisant avec l'aide de Moscou des conférences internationales de solidarité où, seule, l'ANC était invitée avec les mouvements anti-apartheid qui acceptaient cette division d'entrée de jeu. Les plus notables de ces conférences sont celles d'Addis-Abéba (1976) et de Lis-

bonne (1978). A l'issue de la conférence de Lisbonne, une structure de coordination internationale était mise en place, l'ICSA, dans le but de soutenir l'ANC, à l'exclusion du PAC, et des organisations du Mouvement de la conscience noire. Partout, Moscou et ses alliés poussent à la division du mouvement de libération, empêchant la mise en place d'un front uni entre l'ANC, le PAC et le Mouvement de la conscience noire.

En 1969, à la conférence de Morogoro (Tanzanie), J. Slovo, secrétaire général du SACP, devient le président du conseil révolutionnaire de l'ANC. Après Soweto, O. Tambo, président de l'ANC en exil, se rend en Chine. Ses amis révisionnistes lui interdisent de rendre compte de sa visite dans *Séchaba* (journal de l'ANC).

— Les manœuvres des dirigeants révisionnistes n'ont pas été sans écho dans différents pays sur certaines organisations. Par exemple, en France, le Mouvement anti-apartheid-Campagne anti-Ouspan, MAA-CAO, a assisté à la conférence de Lisbonne et a imprimé l'appel à soutenir l'ANC exclusivement, alors que précédemment son journal était plus judicieusement équilibré.

Pour un soutien aux forces patriotiques

En Azanie, beaucoup de personnes luttent et souffrent tant sous le drapeau du PAC ou du Mouvement de la conscience noire que sous celui de l'ANC. D'ailleurs, Nelom Mandela, président de l'ANC, et d'autres militants sont incarcérés depuis le début des années soixante. Jeudi 15 novembre, la Cour suprême a condamné à mort J.D. Mangue ; onze autres membres de l'ANC ont été condamnés à des peines de prison s'échelonnant de 13 à 46 ans.

Aussi, notre solidarité anti-impérialiste va à tous ceux qui luttent contre l'ignoble régime d'apartheid, contre le colonialisme et l'impérialisme, sans exclusive. Ce qui n'empêche nullement, au contraire, de mener la lutte politique contre la ligne révisionniste qui fait le jeu du social-impérialisme et est un obstacle à l'unité indispensable des forces patriotiques.

(Article réalisé d'après des informations transmises par un camarade de l'« Organisation communiste de Suisse »).

(*) On appelle « solution interne », les solutions néo-colonialistes imaginées pour le Zimbabwe et la Namibie — et bientôt l'Azanie — en opposition avec les solutions réelles qu'il faudrait négocier avec les mouvements de libération authentiques dont les directions sont généralement en exil forcé.

A L'OCCASION DE LA VISITE EN FRANCE D'UN MEMBRE DU COMITÉ CENTRAL DU PAN AFRICAN CONGRESS OF AZANIA ET D'UN DIRIGEANT ÉTUDIANT DE L'INSURRECTION DE SOWETO

RÉUNION D'INFORMATION SUR LA LUTTE DU PEUPLE D'AZANIE

Mardi 20 novembre 1979 à 20 heures précises à l'AGECA - 177, rue de Charonne Paris 11e (Métro Alexandre Dumas)

Une participation aux frais et de soutien à la lutte du peuple d'Azanie sera demandée.